

Appel à communications

Journées d'études :

Gouvernance en Méditerranée :
des concepts aux pratiques

23-24 octobre 2008
Campus du Jardin Tropical
Nogent sur Marne

Date limite pour les propositions de communications : 22 septembre 2008

Ces journées d'études ont deux objectifs liés: tout d'abord, dépasser les débats critiques de la notion de gouvernance pour tenter de lui donner un contenu conceptuel positif (non-normatif), pluridisciplinaire et pertinent pour le développement. Le but serait d'arriver à un cadre théorique général sur la gouvernance pour le développement en puisant notamment dans les courants critiques des Sciences sociales, dans les débats anglo-saxons sur la gouvernance au nord et dans les études de terrains. Le second objectif sera d'appliquer ce cadre théorique au terrain Méditerranéen. On s'interrogera sur la pertinence de la notion de gouvernance dans des pays qui maintiennent une structure d'état relativement forte mais qui sont aussi traversés par les mutations de la mondialisation.

Notre démarche repose sur les affirmations ou les présupposés suivants qui pourront faire l'objet de discussion:

- Il n'y a pas de raison a priori d'écarter le terme de gouvernance. Ce vieux mot français est susceptible d'interprétations diverses dont les bailleurs de fonds n'ont pas le monopole. De la même racine que « gouvernail » il indique clairement l'art de gouverner, y compris dans la complexité des courants contraires avec le risque suggestif du « naufrage ».
- La gouvernance, notamment dans ses définitions et son utilisation normative est une notion contestée à juste titre. Mais les critiques qui lui sont faites sont principalement monodisciplinaires (Science Politique, Economie, Géographie,...). Il est possible de contribuer à une démarche critique pluridisciplinaire.

- Définie comme catégorie analytique positive, la gouvernance permet de mobiliser l'apport des Sciences sociales dans l'explication des échecs des résultats mitigés des politiques publiques du développement dans une multiplicité de terrains. Les ratés de la « bonne gouvernance » comme les effets négatifs des PAS ouvrent une période propice où sera valorisé ce qui fait toute la richesse des apports de l'économie institutionnelle, de la sociologie de l'action publique, des théories de l'organisation, de l'anthropologie du développement, des approches politiques des relations internationales ; autant d'éléments largement mobilisés dans les études de terrain, mais sans que cela débouche toujours sur un traitement analytique transdisciplinaire. Par ailleurs, il est probable que les opérateurs de la recherche et du développement se tourneront de plus en plus sur ce qui, à tort est compris comme des « résistances ». Les demandes des opérateurs s'orienteront vers des programmes qui tenteront de « décoder » et de « comprendre » les logiques sociales censées être à l'origine de ces blocages.
- A condition d'en faire une catégorie analytique opératoire dans le champ descriptif, la notion de gouvernance permet de penser la complexité, l'interdépendance, les réseaux, l'émergence de nouveaux acteurs dans l'élaboration collective de normes, la prise en compte d'un savoir tiers, l'importance des représentations dans la recomposition des identités, les différents niveaux de décisions, la spatialisation des problèmes de développement. Elle enrichit considérablement l'analyse des interventions publiques en rompant avec l'illusion d'une verticalité des décisions, l'unicité du décideur et son pouvoir supposé. Elle met l'accent sur les structures sociales, sur les logiques régulatrices, sur les stratégies de protection face au risque, sur le déséquilibre des acteurs, sur les crises. Des concepts comme ceux de configurations institutionnelles, de régulation, de résilience, de mode de régulation, de légitimité, de gouvernabilité, de gouvernementalité, de vulnérabilité, etc, pourront être explorés.
- La gouvernance permet de réintroduire les représentations, la culture, la religion, le « savoir de l'autre » dans le champ de la réflexion sur développement. Les crises que traversent les Suds se traduisent par l'affirmation de valeurs (nationalisme, référents ethniques, culturels ou religieux) qui participent des redéfinitions identitaires et qui interfèrent directement avec les questions de développement. Sur le terrain méditerranéen, le fait religieux est devenu l'enjeu de luttes et d'appropriations politiques entre différents courants doctrinaux.
- A ces apports théoriques ajoutons les problématiques générales du développement durable qui posent clairement la question de la légitimité d'un modèle de développement du Nord et qui fournissent des arguments de poids à ceux qui le contestent. La gouvernance et le développement durable participent d'une redéfinition de nos manières d'appréhender le monde du XXI^{ème} siècle. Pour certains auteurs, ces notions constituent les concepts-clés d'une révolution épistémologique en cours ou à venir. L'énergie, la gestion de l'eau et des espaces protégés constituent par exemple des questions prioritaires pour la Méditerranée.

Cet effort théorique est indissociable d'une confrontation avec les terrains. C'est sur le terrain que les exemples d'échec ou d'effets inattendus des choix politiques révèlent les frictions entre les politiques publiques et la logique des systèmes sociaux. C'est sur le terrain que s'observe la rationalité des « résistances ». C'est du terrain que monte une contestation de la « bonne gouvernance » alors même que le modèle de développement du Nord se traduit par

des bulles spéculatives, des crises de grandes ampleurs et que sa légitimité et son avenir sont questionnés par la donnée environnementale.

La notion de gouvernance, ainsi revisitée, peut se décliner sur l'ensemble des thématiques (eau, éducation, ville, migration, innovation, développement durable...) et à toutes les échelles d'analyse (de la gouvernance mondiale à la gouvernance micro-locale...).

Il est demandé aux participants d'extraire de leurs travaux en cours des approches conceptuelles susceptibles d'ouvrir sur une conception pluridisciplinaire, critique et positive de la notion de gouvernance et de l'illustrer par leur expérience de terrain, notamment sur la Méditerranée.

Il s'agit de répondre à la question suivante : une approche analytique positive de la gouvernance pour le développement est-elle possible et si oui, sur quels éléments conceptuels pourrait-elle reposer ? Quelle pertinence pour les pays sud-Méditerranéens ?

Ces journées d'études de deux jours se tiendront sur le Campus du Jardin Tropical de Paris, les 23 et 24 octobre 2008.

Les propositions de communications doivent être suffisamment détaillées (2 à 4 p.) et envoyées aux deux adresses courriel ci-dessous avant le 22 septembre 2008. Les intervenants disposeront de 20 à 25 minutes pour exposer leur papier. Les contributions les plus abouties seront retenues pour publication dans une revue.

Ces journées d'études préfigureront ce qui sera un colloque international qui se tiendra en novembre 2009 sur les mêmes thèmes. L'espoir étant que les résultats obtenus dans les journées d'études fourniront un socle théorique suffisant pour le colloque. Ce dernier fera une place plus grande aux partenaires du Sud et aux opérateurs du développement.

Calendrier :

- 22 septembre 2008 : Date limite de réception des propositions, diffusion aux membres du CS.
- 29 septembre 2008 : sélection des interventions, envoi des commentaires aux auteurs.
- **23 et 24 octobre 2008 : Journées d'Etudes au Jardin tropical de Paris.**
- 1er décembre 2008 : Réception des communications finalisées.
- 15 décembre 2008 : Réunion du CS à Paris pour la sélection des papiers et l'envoi des remarques finales aux auteurs.
- Eté 2009 : Publication

Contacts : Jean-Yves Moisseron, moisseron@ird.fr
Aude-Annabelle Canesse, aacanese@hotmail.com
Adresse Postale, Jardin Tropical, 45 bis rue de la Belle Gabrielle, 94736
Nogent sur Marne, Tel : 0143947291, Fax : 0143947246

Conseil scientifique

Rigas Arvanitis (IRD) ; Claude de Miras (IRD) ; Mohammed Haddar (Université Tunis El Manar) ; Jean-Yves Moissoner (IRD) ; Philippe Lavigne-Delville (GRET) ; André Guichaoua (Université Paris1) ; Anne Lavigne (LEO, Université d'Orléans) ; Daniel Labaronne (Université Bordeaux Montesquieu) ; Pierre Beckouche (Université Paris 1) ; Jean Marc Siroën (Université Dauphine) ; E.M. Mouhoud (Université Dauphine-DREEM) ; Malika Remaoun (IRD), Jacques Charmes (IRD), Kako Nubukpo (Université de Lomé) ; Khalef Boulkroune (AUF) ; Xavier Richet (Université Paris 3). Abdeljabbar Bsaies (Université El Manar-Tunis), Yvan Martin (ICEI), Ghazi Hidouci (AITEC), Khader Bouchara (CERMAC), Fatiha Talahite (Université Paris 13)